

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/RO/W/35**  
23 octobre 1998

(98-4129)

**Comité des règles d'origine**

## **PROJET**

### **RAPPORT (1998) DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES**

1. Le Comité des règles d'origine a tenu huit réunions du 2 au 6 février, du 16 au 27 mars, du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai, du 25 au 29 mai, le 19 juin, les 1<sup>er</sup> et 6 juillet, le 15 octobre et le 5 novembre 1998 (G/RO/M/13 à 19). À sa réunion de mars, le Comité a élu M. Ric Wells (Australie) Président et M. Rossman Ithnain (Singapour) Vice-Président pour 1998. Les gouvernements ayant le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont également le statut d'observateur auprès du Comité. Par ailleurs, les représentants du Groupe ACP, de l'AELE, de la Banque mondiale, de la BID, du BITV, de la CNUCED, du FMI, de l'OCDE et de l'OMD assistent aux réunions du Comité en qualité d'observateurs.

2. En relation avec le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles, défini dans la Partie IV de l'Accord, le Comité:

- a examiné quatre rapports du Comité technique des règles d'origine (le "Comité technique") au Comité (G/RO/19, 22, 23 et 27);
- a procédé à des négociations bilatérales et plurilatérales formelles et informelles sur les questions non résolues concernant les chapitres 1 à 24 (produits agricoles) et 50 à 63 (produits textiles);
- a adopté quelque [1 500] règles d'origine par produit qui lui avaient été transmises par le Comité technique, étant entendu que, conformément à l'article 9:3 b) de l'Accord, il devrait à terme examiner les résultats du programme de travail pour l'harmonisation du point de vue de leur cohérence globale (voir G/RO/W/22/Rev.3);
- à la réunion de mai, est arrivé à la conclusion que, compte tenu de la complexité des questions, la tâche ne pourrait pas être achevée dans le délai de trois ans prévu à l'article 9:2 a) de l'Accord. Le Conseil du commerce des marchandises et le Conseil général, en juillet, ont approuvé les recommandations du Comité tendant à ce que celui-ci, en coopération avec le Comité technique, poursuive les travaux décrits à l'article 9:2 c) et 9:3 de l'Accord; à ce que les Membres s'engagent à faire tout ce qui était en leur pouvoir afin d'achever le programme de travail pour l'harmonisation d'ici à novembre 1999; à ce que le Comité technique présente au Comité le résultat final de ses travaux d'ici à la fin de mai 1999 pour examen final par le Comité; et à ce que, en juin 1999, le Comité examine l'état d'avancement du programme de travail pour l'harmonisation et fasse une recommandation concernant un délai pour l'achèvement de ces travaux.

3. À la demande du Président du Conseil du commerce des marchandises, le Comité a inscrit la question de la "facilitation des échanges" à son ordre du jour. Notant que certaines dispositions de l'Accord sur les règles d'origine couvraient un certain nombre de pratiques douanières qui étaient liées à la facilitation des échanges, le Comité a examiné la mise en œuvre de l'article 2 h) et du paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord. Le Secrétariat a distribué les informations communiquées par 32 Membres dans ce contexte sous couvert des documents G/RO/W/26 et G/RO/W/26/Add.1. Le Comité continuera à examiner cette question en vue de présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises d'ici à mars 1999.

4. Conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord, tous les Membres sont tenus de notifier leurs règles d'origine et leurs décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant les règles d'origine. À ce jour, [64] Membres ont présenté des notifications relatives aux règles d'origine non préférentielles et [69] Membres ont présenté des notifications relatives aux règles d'origine préférentielles.

[À compléter à la lumière des débats de la réunion de novembre 1998.]

---